

Quelques réflexions autour du « socle commun de connaissances »

Gérard KUNTZ

Membre du comité scientifique des IREM

20 février 2007

(suite au débat en comité scientifique des IREM du 15 décembre 2007)

La définition et la mise en œuvre du socle commun de connaissances sont nées de la prise de conscience d'un échec grave de l'enseignement, plus prononcé en France que dans la plupart des pays comparables. 150000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme ni formation. Il faut y ajouter ceux, nombreux, qui malgré la réussite dans leurs études, ont une formation scientifique faible, voire inexistante. Il est de bon ton, dans les classes dirigeantes, de se dire « nul en maths » et d'en tirer quelque gloire. Une bonne partie de nos « élites » actuelles n'ont que de vagues notions scientifiques, *bien qu'elles aient été formées à une époque où les horaires des sciences étaient généreux et les moyens plus abondants qu'aujourd'hui*. La baisse des horaires et des moyens n'explique pas tout, et ces revendications apparaissent trop souvent comme des alibis : croit-on vraiment que les élèves et les familles sont demandeurs d'horaires plus conséquents et que ces changements conduiraient, *à eux seuls*, à de meilleures formations scientifiques ?

La « Main à la Pâte » a compris une donnée essentielle du problème : on ne travaille vraiment bien que dans les domaines auxquels on s'intéresse ! Ses promoteurs font donc un véritable effort pour intéresser les enseignants et les élèves aux sciences expérimentales, en profitant de la « fenêtre de tir favorable », avant les remous de l'adolescence (pour ce qui concerne les élèves). Il suffit de voir le site de cette organisation pour comprendre l'immense mobilisation de formation continue qu'elle a entreprise et qui diffuse dans le monde entier. Est-il illusoire de s'en inspirer ?

Une minorité seulement des élèves du Collège entreront dans les Premières et Terminales Scientifiques¹. Il faut les y préparer, mais sans aligner les autres élèves sur ces exigences : c'est tout l'enjeu du socle commun, de proposer à tous une formation de qualité, sans sacrifier les élèves à fort potentiel scientifique, ni ceux qui se dirigent vers d'autres voies (les plus nombreux). L'école actuelle a clairement choisi (honteusement) d'abandonner sur le bas côté ces derniers, en alignant (à grand peine et avec des difficultés croissantes) les volumes et les rythmes de tous sur ceux qui se destinent aux études longues. Il faut trouver des contenus et des méthodes (c'est sans doute plus important) qui permettent à un grand nombre d'élèves de s'intéresser aux sciences et de mieux profiter d'une formation adaptée à leurs besoins (une vie citoyenne responsable et engagée, et la possibilité éventuelle de reprise d'études ultérieures).

Un bémol à ce projet, mais il est de taille : on ne peut obliger personne à apprendre *contre son gré* ! Il faut donc s'interroger sur les résistances de minorités importantes face à tout savoir scolaire. Comment des jeunes en arrivent-ils à saboter la seule institution qui leur permettrait de sortir de leurs conditions sociales « défavorisées » ? Prise de conscience désespérée des gouffres entre « jeunes Français » ? Sans doute, car lorsque des initiatives précises ouvrent les portes de Sciences Po à des jeunes issus de certaines ZEP, les réponses sont rapides et les

¹ Un tiers des élèves de Troisième seulement entre dans une Première d'enseignement général...

Grandes Ecoles cherchent (non sans réserves) à s'ouvrir à leur tour... Preuve que l'initiative a touché un point sensible (et aveugle...).

Ironiser, ou pire encore, saboter la mise en œuvre d'un socle commun de connaissances, revient à laisser le système en l'état. On peut comprendre cette stratégie de la part des catégories sociales qui profitent largement du désastre actuel. **L'ascenseur social n'est pas en panne pour tout le monde !** Mais il ne faut pas s'étonner alors de voir le système éducatif devenir de plus en plus ingouvernable et conflictuel. Et aggraver les déchirures du tissu social.

Il est nécessaire d'améliorer le projet actuel, de le débarrasser des naïvetés et du narcissisme du Ministre... Mais il faut aussi lutter contre la mentalité pesamment conservatrice d'une partie importante du corps enseignant (et de ses organisations). Car la vision d'un Collège qui soit une anti-chambre du Lycée et de ses classes d'excellence conduit à l'échec du plus grand nombre. Le projet d'un socle commun amélioré me semble plus « démocratique » et plus porteur d'avenir que celui qui est à l'œuvre (sans qu'on le dise clairement) dans l'École actuelle.